

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE



E/CN.14/WP.1/19
OAU/TRAD/18
25 juillet 1969

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Quatrième Réunion mixte du Groupe de travail
du commerce intra-africain de la CEA
et du Comité d'experts de l'OUA pour le commerce
et le développement
Genève, 18-23 août 1969

COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE PAYS AFRICAINS
Note du secrétariat de la CEA

1. Les participants à la troisième réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et du Comité d'experts de l'OUA pour le commerce et le développement, tenue en janvier 1969, ont longuement discuté de l'importance d'une coopération économique accrue entre pays africains pour accélérer leur développement, estimant qu'il fallait donner la priorité absolue à une telle collaboration.
2. D'autre part, les participants étaient d'avis que la CEA et l'OUA devraient jouer un rôle plus important dans les efforts destinés à développer l'intégration en Afrique. Ils ont exprimé l'espoir que l'ONU mettrait à la disposition de la CEA des ressources suffisantes pour lui permettre d'élargir et de renforcer ses activités en vue de l'expansion des échanges et de la coordination économique en Afrique. Par ailleurs, ils ont approuvé la création d'un mécanisme permanent au sein de la CNUCED afin de promouvoir la recherche sur les aspects globaux des problèmes de coopération économique. Le texte des recommandations formulées à la troisième réunion est reproduit à l'annexe I de la présente note.
3. Par l'intermédiaire de leurs organismes régionaux, en particulier la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine, les pays africains se sont à maintes reprises déclarés résolus à prendre des mesures permettant de remédier aux effets économiques défavorables de la fragmentation de la région en petites unités économiques. Depuis 1964, on poursuit une politique d'intégration sous-régionale afin d'apporter une solution pragmatique à ce problème de morcellement. Le programme proposé par la CEA, qui rencontre de plus en plus l'adhésion des Etats membres, prévoit une action sur deux plans. Premièrement, le principe de la coopération économique doit se traduire par la création d'organismes intergouvernementaux permettant aux gouvernements intéressés d'établir des politiques et des projets collectifs. Deuxièmement, les pays concernés devraient, en même temps, se mettre d'accord sur un certain nombre de projets multinationaux de caractère concret et trouver les moyens de les réaliser.
4. Jusqu'à présent, les quatre groupes sous-régionaux de pays africains ont progressé à un rythme assez différent. On trouvera ci-après un résumé des derniers événements survenus dans le domaine de la coopération économique.
5. En Afrique de l'est et en Afrique du centre, lors d'une Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de 14 pays, qui avait été précédée d'une réunion au niveau ministériel, on a adopté un certain nombre de propositions précises tendant à resserrer la coopération économique au sein de ces sous-régions. Ces propositions seront précisées et élargies au cours de plusieurs réunions sectorielles, qui doivent se tenir avant la fin de l'année. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique s'occupe actuellement d'établir la documentation de base nécessaire à ces réunions.

6. En Afrique de l'est, la coopération économique s'est intensifiée depuis la mise en application, en 1967, du traité de coopération conclu entre les pays de l'Afrique orientale : Kenya, Tanzanie et Ouganda. Un certain nombre de pays de la sous-région ont exprimé le désir de s'associer à ce groupement. Le Burundi, l'Ethiopie, la Somalie et la Zambie ont en fait présenté une demande d'adhésion à la Communauté de l'Afrique orientale. A ce propos, des pourparlers préliminaires ont déjà été tenus entre la Communauté et ces pays, qui sont maintenant sur le point d'engager une série de négociations.
7. Outre l'assistance initialement accordée aux trois pays d'Afrique orientale pour l'élaboration du traité de coopération, l'ONU fournit actuellement, à la Communauté et aux Etats qui ont demandé à en faire partie, une aide pour la préparation de ces négociations. La CEA et d'autres organismes des Nations Unies se tiennent en contact avec la Communauté afin de déterminer les domaines où elle aurait besoin d'une assistance et la manière d'y pourvoir.
8. En ce qui concerne la coopération économique en Afrique de l'ouest, on a organisé une première réunion en avril 1967, puis une autre à l'échelon ministériel en décembre 1967 et enfin une Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement à Monrovia, en avril 1968, au cours de laquelle a été officiellement créé le Groupe régional de l'Afrique de l'ouest. On prépare actuellement la forme officielle de ce groupement, grâce à un traité, dont le projet a été communiqué aux intéressés et sera examiné à une réunion ministérielle qui se tiendra au cours de l'année.
9. La CEA a été étroitement associée à ces réunions ouest-africaines et a notamment participé aux travaux techniques et autres à exécuter entre ces assemblées, afin de maintenir le rythme du progrès vers l'intégration économique en Afrique de l'ouest. En outre, le secrétariat de la Commission collabore en permanence, avec certains Etats de la sous-région, à des projets de portée plus restreinte visant à intensifier les relations économiques entre ces pays et leurs voisins.
10. En Afrique du nord, les pays du Maghreb ont décidé, vers la fin de l'année 1967, d'adopter une politique élargie de coopération; mais aucun progrès n'a été marqué en ce qui concerne l'expansion de la coopération organisée à l'échelle de la sous-région tout entière. Cependant, le secrétariat de la CEA a lancé un vaste programme d'études relatives au développement industriel coordonné de l'Afrique du nord, RAU et Soudan compris, qui sont maintenant presque achevés. Une réunion sous-régionale sera convoquée en vue d'examiner ces études.
11. En Afrique du centre, le problème que posent l'élaboration et l'exécution d'un programme de développement équilibré répondant aux aspirations de tous les pays de la sous-région, entrave sérieusement la coopération économique. Le secrétariat de la CEA procède actuellement à une série d'études de coordination, qui indiqueront certaines des possibilités d'action concertée en vue du développement. Il est prévu d'organiser, en cours d'année, une réunion pour examiner les résultats de ces études.

12. Outre les études industrielles de caractère multinational que la CEA effectue actuellement pour l'Afrique du nord et du centre, elle met au point des études polysectorielles sur le mode et le rythme possibles d'expansion dans les sous-régions de l'Afrique de l'ouest et de l'est durant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ces travaux sont exécutés avec le concours du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement (Nations Unies), de la FAO, de la CNUCED et de l'ONUDI.

13. Sur la base des études déjà terminées ou en voie d'achèvement, le secrétariat de la CEA esquissera les programmes d'action sectoriels et les projets de coopération qui, à son avis, pourraient être entrepris par les gouvernements concernés. La CEA a proposé que la coopération multinationale constitue l'un des principaux éléments de la stratégie du développement en Afrique durant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, ce que le Comité des Nations Unies pour la planification du développement a approuvé. Dans les domaines où il n'existe pas encore d'organismes de coopération économique, la CEA élabore actuellement des propositions à la fois sur les dispositions institutionnelles à prendre et sur les programmes techniques de coopération à établir. Quant aux groupements déjà établis, il faut chercher encore à les orienter davantage, sur le plan institutionnel, vers le développement. Pour qu'elle soit fructueuse, la collaboration économique doit se traduire par des projets précis de développement en matière d'agriculture, d'industrie, d'infrastructure, de commerce, etc., qui ne pourraient se réaliser en l'absence d'une telle coopération.

14. Pour parvenir à ce résultat, il faut que les organismes internationaux suppléent aux efforts nationaux en assurant certaines des tâches administratives, techniques et consultatives qui incomberaient autrement aux cadres gouvernementaux. Il est en effet un niveau minimal d'efforts au-dessous duquel l'action en faveur de la coopération économique ne peut produire aucun résultat. D'où la nécessité d'accroître la capacité des organisations internationales à venir en aide aux groupes multinationaux africains.

15. A sa neuvième session, tenue en février dernier, la Commission économique pour l'Afrique a clairement reconnu ce besoin. D'autre part, les participants à la session ont été d'avis que la CEA a un rôle manifeste à jouer dans ce domaine. Une proposition tendant à assigner à la CEA des attributions étendues et des ressources suffisantes pour lui permettre d'exercer un tel mandat, a bénéficié d'un large appui. D'autre part, on estimait en général que les travaux des institutions spécialisées et des organes d'exécution des Nations Unies devraient être en grande partie coordonnés aux activités de la CEA et centralisés par l'intermédiaire de celle-ci. L'idée dominante de toutes les déclarations faites au cours de la session a été celle de "l'autonomie africaine". La notion d'autonomie devrait se traduire par une adhésion accrue et concrète tant aux principes qu'à la pratique d'une coopération économique effective au sein de la région.

16. Le Comité exécutif de la Conférence des ministres de la CEA, qui s'est réuni à Addis-Abéba en juillet dernier, a évoqué les décisions adoptées à la neuvième session dans un mémorandum destiné à l'ECOSOC, dans lequel il déclarait ce qui suit : "Pour qu'une stratégie globale du développement obtienne en Afrique des résultats au cours de la prochaine Décennie, il est incontestable que ses éléments doivent être conçus et sa programmation et son exécution contrôlées au sein de la région ... les Etats membres sont convaincus que seule une institution telle que la CEA ... peut être chargée de ces fonctions de coordination ... certaines institutions tendent à oeuvrer isolément au sein de la région ... Il en résulte notamment que ... les possibilités de développement ne peuvent être reconnues à l'échelon multinational" 1/.

17. Etant donné qu'on a vivement insisté, à la neuvième session de la CEA comme à la réunion du Comité exécutif, sur le fait que le moment était venu pour la CEA de passer de la période des études théoriques à celle d'une action pratique, le Secrétaire exécutif a présenté une estimation soigneusement établie des ressources dont le secrétariat de la CEA a besoin pour devenir un mécanisme plus efficace et pratique de coopération économique dans la région.

18. Les organismes internationaux et, en particulier, la CNUCED ont formulé d'importants programmes opérationnels d'assistance directe à l'Afrique. L'utilité de ces travaux a été clairement reconnue à la troisième Réunion mixte de la CEA et de l'OUA. Toutefois, la plupart de ces programmes ont été élaborés en vertu d'arrangements bilatéraux entre l'organisation mondiale concernée et les pays africains individuellement. Pour les projets de cet ordre, il y aurait avantage à recourir aux services de la Commission économique pour l'Afrique qui pourrait, dans bien des cas, en assurer utilement l'exécution. La pénurie mondiale de main-d'oeuvre qualifiée entraîne la nécessité de prendre des dispositions propres à assurer l'emploi optimal des ressources disponibles en personnel compétent.

1/ Mémorandum soumis par le Comité exécutif de la Conférence des Ministres de la CEA à l'examen du Conseil économique et social (E/CN.14/ECO/10), par.8.

ANNEXE

RECOMMANDATION

La troisième Réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et du Comité d'experts pour le commerce et le développement de l'OUA :

Recommande ce qui suit :

Expansion des échanges, coopération économique et intégration régionale entre pays en voie de développement

- a) Les pays africains devraient redoubler d'efforts pour traduire en mesures, accords et programmes précis leur adhésion de longue date aux principes de la coopération économique;
- b) Ils devraient réaffirmer au sein de l'OUA et de la CEA l'importance capitale de la coopération économique dans leurs politiques et plans nationaux de développement et dans la stratégie internationale qui est prévue pour la région africaine au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- c) Afin de faciliter les progrès des pays africains vers une coopération effective, l'ONU, par l'intermédiaire de la CEA, devrait consacrer une proportion nettement supérieure de ressources à l'étude technique des domaines et projets possibles de coopération;
- d) En particulier, il conviendrait d'étudier, assez en détail pour en faciliter l'exécution rapide, les projets et programmes coopératifs propres à accélérer le rythme du développement des Etats membres de chaque groupement sous-régional;
- e) Par l'intermédiaire de leurs groupements sous-régionaux, les pays africains devraient chercher à intensifier rapidement les échanges entre eux; en s'accordant, s'il le faut, les uns aux autres, des préférences et privilèges spéciaux; la CEA devrait étudier, par l'entremise du centre régional de promotion commerciale qu'il est question de créer, quelques dispositions pratiques par lesquelles les gouvernements africains pourraient, dans leurs achats officiels au moins, donner la préférence à des fournisseurs africains;
- f) La CEA devrait poursuivre ses études sur les questions de paiements pour autant qu'elles se répercutent sur les échanges entre pays africains, et elle devrait formuler des recommandations appropriées visant à éliminer toutes les difficultés existant dans ces domaines;

- g) Si elle en est priée, l'ONU devrait, par l'intermédiaire de la CEA, aider à gérer ou à consolider les institutions africaines de coopération multinationale;
- h) Les pays africains à la CNUCED devraient appuyer l'établissement d'un mécanisme permanent au sein de cette organisation en vue de promouvoir la recherche sur les aspects globaux des problèmes de la coopération économique, de faire en sorte que la communauté internationale suive de près la question et de contribuer ainsi à rallier l'appui matériel et moral de l'extérieur aux efforts africains de coopération économique;
- i) La CEA et l'OUA devraient être étroitement associées aux travaux du groupe intergouvernemental dont la création est envisagée et à la mise au point plus poussée de dispositions institutionnelles pour l'examen de la question.